



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 61.208/VR
du 8 mai 2017

sur

un avant-projet de loi 'portant
assentiment à l'Accord du Cap
de 2012 sur la mise en œuvre
des dispositions du Protocole
de 1993 relatif à la Convention
internationale de Torremolinos
de 1977 sur la sécurité des
navires de pêche, fait au Cap le
11 octobre 2014'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 61.208/VR
van 8 mei 2017

over

een voorontwerp van wet
'houdende instemming met de
Overeenkomst van Kaapstad
van 2012 inzake de
tenuitvoerlegging van de
bepalingen van het Protocol
van 1993 bij het Internationaal
Verdrag van Torremolinos
voor de beveiliging van
vissersvaartuigen van 1977,
gedaan te Kaapstad op
11 oktober 2014'

Le 24 mars 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord du Cap de 2012 sur la mise en œuvre des dispositions du Protocole de 1993 relatif à la Convention internationale de Torremolinos de 1977 sur la sécurité des navires de pêche, fait au Cap le 11 octobre 2014'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 2 mai 2017. Les chambres étaient composées de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, Jo Baert, président de chambre, Martine BAGUET, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Bernard BLERO et Koen MUYLLE, conseillers d'État, Marianne DONY et Bruno PEETERS, assesseurs, et Colette GIGOT et Annemie GOOSSENS, greffiers.

Les rapports ont été présentés par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur et Joke GORIS, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 mai 2017.

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

*

Op 24 maart 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen ^(*) een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met de Overeenkomst van Kaapstad van 2012 inzake de tenuitvoerlegging van de bepalingen van het Protocol van 1993 bij het Internationaal Verdrag van Torremolinos voor de beveiliging van vissersvaartuigen van 1977, gedaan te Kaapstad op 11 oktober 2014'.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 2 mei 2017. De verenigde kamers waren samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, Jo BAERT, kamervoorzitter, Martine BAGUET, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Bernard BLERO en Koen MUYLLE, staatsraden, Marianne DONY en Bruno PEETERS, assessoren, en Colette GIGOT en Annemie GOOSSENS, griffiers.

De verslagen zijn uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur en Joke GORIS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 mei 2017.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ^(*), à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

1. L'article 2 de l'avant-projet de loi examiné dispose que l'Accord du Cap de 2012 sur la mise en œuvre des dispositions du Protocole de 1993 'relatif à la Convention internationale de Torremolinos de 1977 sur la sécurité des navires de pêche, fait au Cap le 11 octobre 2014' sortira son plein et entier effet « sous réserve le cas échéant de ce qui est prévu dans l'article 4 de la présente loi ».

Selon le fonctionnaire délégué :

« [is d]e bedoeling van deze bepaling (...) dat de wijzingen aan de bijlage bij het van het internationaal verdrag pas gevolg zullen hebben als deze zijn bekend gemaakt in het BS ».

Il va cependant de soi que le caractère obligatoire d'une norme dépend, en droit interne, de sa publication dans les formes prévues par la loi. Cette précision est donc inutile et peut être omise.

2. L'article 3 de l'avant-projet de loi examiné dispose :

« Les modifications à l'Annexe de la Convention internationale de Torremolinos de 1977 sur la sécurité des navires de pêche, telle que modifiée par le Protocole de 1993 relatif à la Convention internationale de Torremolinos de 1977 (le Protocole de 1993) et l'Accord du Cap de 2012, qui sont adoptées en application de l'article 11 du Protocole de 1993, sans que la Belgique s'oppose à leur adoption et qui entrent en vigueur à l'égard de la Belgique en vertu du même article, sortiront leur plein et entier effet ».

Bien qu'il résulte de l'article 167, § 2, de la Constitution que la Chambre des représentants doit également donner son assentiment aux modifications apportées à un traité, rien ne s'oppose à ce que, sous certaines conditions, cet assentiment soit donné anticipativement ¹.

(*) S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir au sujet de la problématique de l'assentiment parlementaire à des modifications simplifiées d'un traité : DR. VAN EECKHOUTTE et T. LOOSE, « Wijziging zkt. Instemming. Het probleem van de parlementaire instemming met vereenvoudigde verdragswijzigingen », *TvW*, 2007, 3-27.

Dans l'avis 37.954-37.970-37.977-37.978/AG ², l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État a formulé, à propos de la problématique de l'assentiment anticipé aux traités et à leurs amendements, l'observation suivante :

« Tant la Cour de cassation ³ que la section de législation du Conseil d'État ⁴ admettent que, dans certaines conditions, les Chambres législatives peuvent donner leur assentiment préalable à un traité ou à un amendement à celui-ci. Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, §§ 2 à 4, de la Constitution et avec l'article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, deux conditions doivent être réunies : il faut notamment que les Chambres législatives et, le cas échéant, les parlements des communautés et des régions connaissent les limites des futurs amendements ⁵ et qu'ils indiquent expressément qu'ils donnent leur assentiment à ces amendements ».

Compte tenu du caractère technique et de l'objet suffisamment circonscrit des règles figurant dans l'Annexe précitée, une disposition approuvant de manière anticipée les modifications apportées en application de cette procédure paraît admissible, au regard des principes précités.

Il n'en demeure pas moins que l'article 11 du Protocole de 1993 permet d'adopter des amendements à ce protocole, aux annexes à celui-ci et à celle de l'Accord du Cap de 2012 ⁶ que la Chambre des représentants pourrait éventuellement désapprouver. Afin de permettre à la Chambre de signaler au Gouvernement qu'elle n'approuve pas un amendement déterminé, il serait préférable de compléter le projet par une disposition prévoyant l'obligation pour le

² Donné le 15 février 2005 sur :

– un avant-projet devenu le décret du 9 juin 2006 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004' (37.954/AG) (*Doc. parl.*, Parl. fl., 2004-2005, n° 358/1, p. 64) ;
– un avant-projet devenu l'ordonnance du 23 juin 2005 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004' (37.970/AG) (*Doc. parl.*, Ass. réunie Commission communautaire commune, 2004-2005, n° B-30/1, p. 25) ;
– un avant-projet devenu l'ordonnance du 23 juin 2005 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004' (37.977/AG) (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2004-2005, n° A-128/1, p. 25) ;
– un avant-projet de loi 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004' (37.978/AG) (*Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n° 3-1091/1, p. 539).

³ Note 35 de bas de page de l'avis cité : Cass., 19 mars 1981, Pas., 1981, I, p. 779 ; *J.T.*, 1982, 565, et la note J. VERHOEVEN ; Cass., 2 mai 2002, n° C.99.0518.N.

⁴ Note de bas de page 36 de l'avis cité : Voir notamment l'avis 33.510/3 donné le 28 mai 2002 sur un avant-projet devenu la loi du 17 décembre 2002 'portant assentiment à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux annexes I et II, faites à Aarhus le 25 juin 1998' (*Doc. parl.*, Sénat, 2001-2002, n° 2-1235/1, p. 48) ; l'avis 35.792/2/V donné le 20 août 2003 sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 'portant assentiment à la Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm le 22 mai 2001, ainsi qu'à ses annexes' (*Doc. parl.*, C.R.W., 2003/2004, n° 575/1, p. 10) ; l'avis 36.170/1 donné le 11 décembre 2003 sur l'avant-projet de loi 'portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie, signée à Bruxelles le 31 octobre 2001' (*Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n° 957/1).

⁵ Note de bas de page 37 de l'avis cité : Voir notamment les avis cités dans la note précédente.

⁶ En vertu de l'article 2 de cet Accord du Cap de 2012 lu conjointement avec l'article 1^{er}, paragraphe 3, du même accord.

Gouvernement de notifier dans un délai déterminé à la Chambre tout amendement approuvé conformément à cette disposition ⁷.

3. Comme l'explique l'exposé des motifs, la Convention internationale de Torremolinos de 1977 sur la sécurité des navires de pêche a été ratifiée par la Belgique ⁸ mais n'est jamais entrée en vigueur, les exigences minimales en matière de ratification n'ayant jamais été atteintes. Le Protocole de Torremolinos de 1993 n'est pas non plus entré en vigueur au niveau international et n'a, pour sa part, pas été ratifié par la Belgique. Il a cependant servi de base à la directive 97/70/CE du Conseil du 11 décembre 1997 'instituant un régime harmonisé pour la sécurité des navires de pêche de longueur égale ou supérieure à 24 mètres', elle-même transposée par l'arrêté royal du 23 octobre 2001 'instituant un régime harmonisé pour la sécurité des navires de pêche et modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime'.

Par l'effet de l'article 1^{er} de l'Accord du Cap de 2012 auquel l'avant-projet vise à porter assentiment, la Belgique s'engage toutefois à donner effet au Protocole de 1993 tel que modifié par l'Accord précité. Cette disposition rend donc inutile de donner assentiment et de procéder à la ratification du Protocole de 1993 de manière expresse et distincte.

Il convient dès lors de compléter l'exposé des motifs de l'avant-projet sur ce point. L'auteur du texte veillera à joindre au projet le texte français ainsi que la traduction néerlandaise du Protocole de 1993.

Il conviendra également d'assurer la publication au *Moniteur belge* du Protocole de 1993 et de l'accord du Cap de 2012.

*

⁷ Pour la formulation d'un telle disposition, on peut par exemple s'inspirer des articles 3 et 4 du projet de loi adopté par la Chambre des représentants le 17 décembre 2015 'portant assentiment au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, et à l'annexe, faits à Nagoya le 29 octobre 2010', des articles 3 et 4 du décret de la Communauté flamande et de la Région flamande du 4 avril 2014 'houdende instemming met het Aanvullend Protocol van Nagoya-Kuala Lumpur inzake aansprakelijkheid en schadeloosstelling bij het Protocol van Cartagena inzake bioveiligheid, gedaan te Nagoya op 15 oktober 2010' et des articles 3 et 4 du décret de la Région flamande du 25 avril 2014 'houdende instemming met het Europees verdrag inzake het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren (ADN), opgemaakt in Genève op 26 mei 2000, en met de geactualiseerde voorschriften ADN 2013'. Voir dans le même sens l'avis 59.894/1/V donné le 26 août 2016 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, fait à Astana le 21 décembre 2015' (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 2311/001 pp. 20-29).

⁸ Loi d'assentiment du 16 août 1982.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,^(*) de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Artikel 2 van het voorliggende voorontwerp van wet bepaalt dat de Overeenkomst van Kaapstad van 2012 inzake de tenuitvoerlegging van de bepalingen van het Protocol van 1993 ‘bij het Internationaal Verdrag van Torremolinos voor de beveiliging van vissersvaartuigen van 1977, gedaan te Kaapstad op 11 oktober 2014’ volkomen gevolg zal hebben “onder voorbehoud van hetgeen in artikel 4 van deze wet is bepaald”.

Volgens de gemachtigde ambtenaar

“[is de] bedoeling van deze bepaling (...) dat de wijzingen aan de bijlage bij het van het internationaal verdrag pas gevolg zullen hebben als deze zijn bekend gemaakt in het BS”.

Het spreekt echter vanzelf dat het verplichte karakter van een regel in het interne recht afhangt van de bekendmaking ervan volgens de wettelijk bepaalde vormvoorschriften. Die precisering is dus overbodig en kan worden weggelaten.

2. Artikel 3 van het voorliggende voorontwerp van wet luidt als volgt:

“De wijzigingen van de Bijlage bij het Internationaal Verdrag van Torremolinos voor de beveiliging van vissersvaartuigen van 1977, zoals gewijzigd door het Protocol van 1993 bij het Internationaal Verdrag van Torremolinos voor de beveiliging van vissersvaartuigen van 1977 (het Protocol van 1993) en de Overeenkomst, die met toepassing van het artikel 11 van het Protocol van 1993 worden aangenomen, zonder dat België zich tegen de aanneming ervan verzet en die krachtens hetzelfde artikel ten aanzien van België in werking treden, zullen volkomen gevolg hebben”.

Al moet de Kamer van volksvertegenwoordigers krachtens artikel 167, § 2, van de Grondwet ook met wijzigingen van een verdrag instemmen, er bestaat geen bezwaar tegen dat die instemming onder bepaalde voorwaarden vooraf zou worden gegeven.¹

^(*)Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie over de problematiek van de parlementaire instemming met vereenvoudigde wijzigingen van een verdrag: D. VAN EECKHOUTTE en T. LOOSE, “Wijziging zkt. Instemming. Het probleem van de parlementaire instemming met vereenvoudigde verdragswijzigingen”, *TvW*, 2007, 3-27.

In advies 37.954-37.970-37.977-37.978/AV² heeft de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State met betrekking tot de problematiek van de voorafgaande instemming met verdragen en amendementen daarop, het volgende opgemerkt:

“Zowel het Hof van Cassatie³ als de afdeling Wetgeving van de Raad van State⁴ aanvaarden dat onder bepaalde voorwaarden de wetgevende vergaderingen vooraf kunnen instemmen met een verdrag of met een wijziging van een verdrag. Opdat zulke voorafgaande instemming verenigbaar zou zijn met artikel 167, §§ 2 tot 4 van de Grondwet en met artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moet aan twee voorwaarden worden voldaan: met name is vereist dat de Wetgevende Kamers en desgevallend de Gemeenschaps- en Gewestparlementen de grenzen van de toekomstige wijzigingen kennen⁵ en dat ze uitdrukkelijk aangeven dat ze met die wijzigingen instemmen”.

Gelet op de technische aard en de afdoend afgebakende inhoud aan de regels van de voornoemde bijlage, lijkt een bepaling houdende voorafgaande instemming met de wijzigingen die met toepassing van die procedure worden aangebracht, aanvaardbaar ten aanzien van de voornoemde principes.

Het voorgaande neemt niet weg dat met toepassing van artikel 11 van het Protocol van 1993 wijzigingen van dat protocol, van de bijlagen daarbij en van de bijlage bij de Overeenkomst van Kaapstad van 2012⁶ aangenomen kunnen worden waarmee de Kamer van volksvertegenwoordigers het eventueel niet eens is. Om de Kamer de mogelijkheid te bieden aan

² Op 15 februari 2005 gegeven over:

- een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 9 juni 2006 ‘houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa en de Slotakte, ondertekend in Rome op 29 oktober 2004’ (37.954/AV) (*Parl.St.* VI.Parl. 2004-05, nr. 358/1, 64);
- een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de ordonnantie van 23 juni 2005 ‘houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004’ (37.970/AV) (*Parl.St.* Ver.Verg.Gem.Gem.Comm. 2004-05, nr. B-30/1, 25);
- een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de ordonnantie van 23 juni 2005 ‘houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004’ (37.977/AV) (*Parl.St.* Br.Parl. 2004-05, nr. A-128/1, 25);
- een voorontwerp van wet ‘houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004’ (37.978/AV) (*Parl.St.* Senaat 2004-05, nr. 3-1091/1, 539).

³ Voetnoot 35 van het geciteerde advies: Cass., 19 maart 1981, *Arr. Cass.*, 1980-1981, 808; *J.T.*, 1982, 565, en noot J. VERHOEVEN; Cass., 2 mei 2002, nr. C.99.0518.N.

⁴ Voetnoot 36 van het geciteerde advies: Zie o.m. advies nr. 33.510/3 van 28 mei 2002 over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 17 december 2002 houdende instemming met het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (*Parl.St.*, Senaat, 2001-2002, nr. 2-1235/1, blz. 48); advies 35.792/2/V van 20 augustus 2003 over het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Verdrag inzake persistente organische verontreinigende stoffen, gesloten te Stockholm op 22 mei 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (*Parl.St.*, W.G.R., 2003/2004, nr. 575/1, blz. 10); advies 36.170/1 van 11 december 2003 over het voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kroatië, ondertekend te Brussel op 31 oktober 2001 (*Parl.St.*, Senaat, 2004-2005, nr. 957/1).

⁵ Voetnoot 37 van het geciteerde advies: Zie inzonderheid de adviezen waarnaar in de vorige voetnoot wordt verwezen.

⁶ Krachtens artikel 2 van die Overeenkomst van Kaapstad van 2012, gelezen in combinatie met artikel 1, lid 3, van dezelfde overeenkomst.

de regering duidelijk te maken dat zij het niet eens is met een bepaalde wijziging, zou het ontwerp het best worden aangevuld met een bepaling die de regering verplicht elke wijziging die overeenkomstig die bepaling is goedgekeurd, binnen een bepaalde termijn aan de Kamer mee te delen.⁷

3. Zoals in de memorie van toelichting wordt uiteengezet, is het Internationaal Verdrag van Torremolinos voor de beveiliging van vissersvaartuigen van 1977 door België geratificeerd⁸ maar is het nooit in werking getreden aangezien nooit is voldaan aan de minimumvereisten inzake de ratificatie. Het Protocol van Torremolinos van 1993 is op internationaal vlak evenmin in werking getreden en is zijnerzijds niet door België geratificeerd. Het heeft echter ten grondslag gelegen aan richtlijn 97/70/EG van de Raad van 11 december 1997 'betreffende de invoering van een geharmoniseerde veiligheidsregeling voor vissersvaartuigen waarvan de lengte 24 m of meer bedraagt', die zelf is omgezet bij het koninklijk besluit van 23 oktober 2001 'betreffende de invoering van een geharmoniseerde veiligheidsregeling voor vissersvaartuigen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1973 houdende zeevaartinspectiereglement'.

Krachtens artikel 1 van de Overeenkomst van Kaapstad van 2012 waarmee het voorontwerp beoogt in te stemmen, verbindt België zich er evenwel toe het Protocol van 1993 ten uitvoer te leggen zoals het bij de voornoemde overeenkomst is gewijzigd. Die bepaling maakt het dus overbodig dat instemming wordt verleend met het Protocol van 1993 en dat dat Protocol uitdrukkelijk en afzonderlijk wordt geratificeerd.

De memorie van toelichting van het voorontwerp moet op dat punt dan ook worden aangevuld. De steller van de tekst moet erop toezien dat de Franse tekst en de Nederlandse vertaling van het Protocol van 1993 bij het ontwerp worden gevoegd.

⁷ Voor de formulering hiervan kan inspiratie worden gezocht in bv. de artikelen 3 en 4 van het op 17 december 2015 door de Kamer van volksvertegenwoordigers aangenomen wetsontwerp 'houdende instemming met het Protocol van Nagoya inzake toegang tot genetische rijkdommen en de eerlijke en billijke verdeling van voordelen voortvloeiend uit hun gebruik bij het Verdrag inzake biologische diversiteit, en met de bijlage, gedaan te Nagoya op 29 oktober 2010', de artikelen 3 en 4 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest van 4 april 2014 'houdende instemming met het Aanvullend Protocol van Nagoya-Kuala Lumpur inzake aansprakelijkheid en schadeloosstelling bij het Protocol van Cartagena inzake bioveiligheid, gedaan te Nagoya op 15 oktober 2010' en de artikelen 3 en 4 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 25 april 2014 'houdende instemming met het Europees verdrag inzake het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren (ADN), opgemaakt in Genève op 26 mei 2000, en met de geactualiseerde voorschriften ADN 2013'. Zie in dezelfde zin advies 59.894/1/V, op 26 augustus 2016 gegeven over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met de Versterkte Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Kazachstan, anderzijds, gedaan te Astana op 21 december 2015' (*Parl.St.* Kamer 2016-17, nr. 2311/001, 20-29).

⁸ Instemmingswet van 16 augustus 1982.

Het Protocol van 1993 en de Overeenkomst van Kaapstad van 2012 moeten ook in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY